

Énergie

38e Congrès FNCCR - Septembre 2022 - RENNES

Table ronde 1 - Mardi 27 septembre 2022 - 10h45

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE : QUELLE STRATÉGIE POUR RÉUSSIR ?

INTERVENANTS



Animation par Stéphane SIGNORET

Hubert BRIAND

Responsable pôle « Efficacité énergétique des bâtiments » de la Banque des Territoires

Jacques DESCHAMPS

Président d'Énergie Vienne

Laura DUPUIS

Cheffe d'équipe maîtrise de l'énergie et énergie renouvelable à la Métropole de Lille

Catherine GOURNEY-LECONTE

Présidente du SDEC ÉNERGIE

Danielle MAMETZ

Vice-présidente de la FNCCR et de Territoire d'Énergie Flandre

Olivier ORTEGA

Avocat au Barreau de Paris, Cabinet Lexcity

Stéphane SIGNORET

Nous sommes réunis pour échanger sur les stratégies de réduction des factures énergétiques des collectivités. Il peut s'agir d'actions de sobriété à court terme ou d'initiatives portant sur l'efficacité énergétique des bâtiments publics à plus long terme. J'ai le plaisir de vous présenter nos six invités.

Danielle MAMETZ, vous êtes vice-présidente de la FNCCR et de Territoire d'Énergie Flandre.

Catherine GOURNEY-LECONTE, vous êtes présidente du Syndicat de l'Énergie du Calvados.

Jacques DESCHAMPS, vous êtes président d'Énergie Vienne.

Laura DUPUIS, vous êtes cheffe d'équipe maîtrise de l'énergie et énergie renouvelable à la Métropole de Lille.

Olivier ORTEGA, vous êtes avocat au Barreau de Paris, au sein du cabinet Lexcity.

Hubert BRIAND, vous êtes responsable du pôle « Efficacité énergétique des bâtiments » de la Banque des Territoires.

Stéphane SIGNORET

DANIELLE MAMETZ, POUVEZ-VOUS PARTAGER AVEC NOUS VOTRE VISION DE LA PLACE DES BÂTIMENTS PUBLICS DANS LES OBJECTIFS D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE NATIONAUX? POUR QUELLE RAISON LA FNCCR A-T-ELLE SOUHAITÉ AGIR À TRAVERS LE PROGRAMME ACTEE?

Danielle MAMETZ



Nous constatons que les budgets des collectivités sont actuellement très impactés par les factures énergétiques. Être économe en énergie constitue un facteur de résilience et de solidité financière. Cela permet également d'être acteur du développement durable, de participer à la décarbonation des territoires et de favoriser l'usage d'énergies autres que les énergies fossiles. La FNCCR a souhaité accompagner les collectivités adhérentes en leur apportant

un soutien technique et financier, afin d'élaborer les stratégies de rénovation énergétique de l'ensemble de leurs bâtiments publics.

Pour information, 5 000 bâtiments répartis au sein de 10 000 collectivités ont pu bénéficier d'un programme de rénovation dans le cadre d'ACTEE 1. Ces actions ont permis une baisse de 61 % d'émission de gaz à effet de serre et une réduction de 50 % des factures énergétiques. Le bilan en termes de développement durable est donc positif, qu'il s'agisse du volet social, économique ou environnemental. Cette politique d'accompagnement permet d'actionner plusieurs leviers techniques pour obtenir une véritable efficacité énergétique.

Stéphane SIGNORET

Nous aurons l'occasion de revenir sur les résultats du programme ACTEE. Nous allons évoquer avec l'ensemble des intervenants les leviers qui peuvent être mis en place afin d'accélérer la rénovation énergétique des bâtiments publics.

HUBERT BRIAND, JE CROIS SAVOIR QUE LA BANQUE DES TERRITOIRES A PUBLIÉ EN 2020 UN RAPPORT RASSEMBLANT 37 PROPOSITIONS AFIN D'ACCÉLÉRER LES RÉNOVATIONS DU PARC PUBLIC DE BÂTIMENTS. QUELS FREINS ET QUELS LEVIERS AVIEZ-VOUS ALORS IDENTIFIÉS?

Hubert BRIAND



En 2018, nous avons signé avec le Premier ministre une convention mettant à la disposition des collectivités territoriales 2,5 Mds € de financements dédiés à la rénovation énergétique des bâtiments. En 2020, seuls 50 M€ avaient été dépensés, et le gouvernement nous a fortement incités à réfléchir à cette problématique. Le rapport, organisé autour de 4 grands axes (sociologique, financier, technique et juridique) détaille l'ensemble des obstacles qui ralentissent la concrétisation d'actions de rénovation. Nous avons plaidé pour une action massive et coordonnée de tous les acteurs de l'écosystème de la rénovation énergétique, dont la FNCCR. Le programme ACTEE 1 était en effet déjà déployé et le programme ACTEE 2 était en cours de négociation.

Le plan de relance de l'État a permis de favoriser cette coordination des acteurs, notamment grâce à l'octroi d'un décile exceptionnel d'un montant de 1 Md €. Le programme ACTEE 2 de 100 M€, l'abaissement des taux de financement de la Banque des Territoires et l'investissement de l'ADEME sont venus renforcer cette dynamique. Le maître-mot est la mutualisation, qu'il s'agisse de l'ingénierie ou des travaux.

Cette année, près de 200 M€ d'investissement seront réalisés sur les fonds propres de la Caisse, et sans doute autant sur les fonds d'épargne. Les actions ont été démultipliées : toutes les études d'ingénierie financées par ACTEE devraient générer des travaux et conduire à des financements. Il s'agit donc d'une réussite.

Stéphane SIGNORET

Des chiffres ambitieux ont été annoncés lors du Grenelle de l'Environnement, sans pour autant être suivis d'effet. Une accélération sur le sujet de la rénovation énergétique des bâtiments est néanmoins perceptible.

CATHERINE GOURNEY-LECONTE, VOTRE SYNDICAT ŒUVRE À LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DEPUIS UN CERTAIN TEMPS. COMMENT PROCÉDEZ-VOUS ? DE QUELLE MANIÈRE LES COLLECTIVITÉS PEUVENT-ELLES CONNAÎTRE LEUR PATRIMOINE ET CHOISIR LES ACTIONS À MENER ?

Catherine GOURNEY-LECONTE

Le Syndicat de l'Énergie du Calvados propose à l'ensemble des collectivités du Calvados l'accès à un logiciel très efficace de suivi des factures en direct. De plus, nous accompagnons depuis près de quinze ans les collectivités adhérentes, via un dispositif appelé le Conseil en énergie partagée (CEP). Le syndicat peut intervenir à trois niveaux différents.

Il peut tout d'abord proposer un outil de suivi des consommations, auquel s'ajoute la force du réseau, de la mutualisation et de la complémentarité apportée par chaque collectivité.

Le syndicat peut ensuite accompagner les collectivités dans une démarche d'analyse et de mise en œuvre des préconisations. Cette étape est particulièrement utile en milieu rural, où les communes ont besoin d'un accompagnement pour mutualiser les sources de financement et d'ingénierie. Les études de réalisation permettent de mettre en œuvre des travaux.

Enfin, depuis 2021, le syndicat propose un accompagnement des collectivités dans la recherche de financement et dans le montage de dossiers de demandes de financement. Des techniciens et des spécialistes se mobilisent pour conduire à la réalisation des projets. Cette méthode de travail, partagée avec l'ensemble des communautés de communes du Calvados, devrait conduire au cours des prochains mois à de nombreuses réalisations concrètes.

Stéphane SIGNORET

Nous aurons l'occasion d'approfondir la question des financements un peu plus tard.

LES COLLECTIVITÉS SE SAISISSENT-ELLES DES OUTILS DE SUIVI DES CONSOMMATIONS, OU EST-IL NÉCESSAIRE DE FAIRE PREUVE DE PÉDAGOGIE ?

Catherine GOURNEY-LECONTE

Il est vrai que peu de collectivités adhéraient au dispositif dix ans auparavant, mais de réels progrès ont été accomplis. Aujourd'hui, près de 100 communes ont intégré le CEP, et les demandes d'adhésion sont de plus en plus nombreuses. Une formation à destination des chargés de mission et des secrétaires de mairie a par ailleurs été récemment dispensée.

Stéphane SIGNORET

La sensibilité des collectivités aux économies d'énergie est sans doute accrue dans le contexte actuel.

JACQUES DESCHAMPS, VOUS AVEZ DÉBUTÉ VOTRE ACTION AVANT LE DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME ACTEE. POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE D'AVANTAGE SUR VOS ACTIONS EN MATIÈRE DE CONSEIL EN ÉNERGIE PARTAGÉE ?

Le syndicat Énergie Vienne couvre la totalité du département, exception faite des grandes villes de l'agglomération. À la différence d'autres syndicats, nous sommes une entreprise locale de l'énergie. Nos contrats de concession sont établis avec SOREGIES pour la fourniture, avec SRD pour la distribution et avec SERGIES pour les énergies renouvelables.

Suite à la signature des accords de Paris et à l'objectif bas-carbone 2050, notre syndicat a réfléchi aux actions à réaliser sur le moyen et le long terme. Après avoir passé en revue les 250 communes adhérentes, il est apparu que le bâtiment et l'éclairage public constituaient sans surprise deux postes majeurs de dépense énergétique. Nous avons élaboré un programme permettant aux bâtiments communaux d'atteindre immédiatement les niveaux de performance énergétique fixés pour 2050. Les 1 600 bâtiments retenus à l'issue d'un appel à candidatures ont fait l'objet d'une phase de diagnostic. Les communes rurales ont bénéficié des outils relatifs à la maîtrise d'ouvrage, à la remise des diagnostics et à la consultation des entreprises. Au cours de la construction de cet accompagnement technique, nous avons constaté que le moindre maillon défaillant pouvait retarder considérablement la réalisation concrète des travaux.

Jacques DESCHAMPS



Le syndicat s'est engagé pour une durée de 10 ans et n'est donc soumis à aucune urgence. Nous souhaitons que l'ensemble des bâtiments publics retenus améliorent suffisamment leurs performances énergétiques pour être en mesure d'atteindre les critères de 2050. Cette démarche questionne la place des bâtiments dans le patrimoine communal sur le long terme. Certaines collectivités ont pu faire le choix de la déconstruction, moins coûteuse qu'une rénovation énergétique.

Cet accompagnement a été mis en place en collaboration avec les bureaux d'étude et les agences techniques départementales. Le syndicat a choisi de rénover 50 bâtiments publics par an. Ce chiffre modeste s'explique en partie par les montants conséquents alloués aux travaux de rénovation, qui doivent répondre aux orientations budgétaires du syndicat.

Le syndicat a monté un dossier FEDER et a su tirer profit de l'ensemble des dispositifs offerts par le programme ACTEE. Un travail a par ailleurs été mené conjointement avec les 5 PCI ruraux et les 2 PCI urbains adhérents au syndicat afin d'élaborer et de mettre en œuvre les PCEAT.

Les objectifs fixés par le syndicat s'inscrivent dans la durée, en conformité avec les enjeux de sobriété énergétique à l'horizon 2050. Néanmoins, ces objectifs sont compliqués à atteindre.

Stéphane SIGNORET

Je crois savoir que le syndicat Énergie Vienne a conduit près de 1 200 audits.

Jacques DESCHAMPS

Le syndicat Énergie Vienne a en effet programmé 1 200 audits, dont une partie sera finalisée au cours des deux années à venir. Nous ne souhaitons pas agir trop vite : la remise des études aux collectivités nécessite un accompagnement de la part de nos prestataires, afin de préciser les enjeux et d'interroger la stratégie patrimoniale des collectivités. Cette démarche est cruciale pour conduire des changements profonds et durables.

Les diagnostics concernent majoritairement la dimension thermique des bâtiments publics. Or, d'autres problématiques se posent, telles que l'accessibilité, l'éclairage ou encore la mise aux normes. Un marché de rénovation globale entraîne donc une hausse des coûts des travaux. Nos outils financiers ont donc été adaptés pour accompagner les communes dans ces investissements.

Stéphane SIGNORET

POUVEZ-VOUS NOUS PARLER DU TRAVAIL MENÉ AFIN DE MUTUALISER LES ÉCONOMES DE FLUX ?

Jacques DESCHAMPS

Nous rencontrons parfois des difficultés pour mobiliser les compétences nécessaires en matière d'économies de flux. La création de postes au sein des intercommunalités réclame un investissement budgétaire, qu'il est nécessaire de partager. Le contexte actuel est favorable à ce type de décision, mais l'impact sur le budget de fonctionnement peut constituer un frein. Les compétences d'économies de flux sont reconnues comme nécessaires dans la maîtrise au long terme du budget énergie de l'ensemble des collectivités.

Stéphane SIGNORET

LAURA DUPUIS, JE SUPPOSE QUE LA MÉTROPOLE DE LILLE CONSTITUE UN TERRITOIRE TRÈS DENSE. COMMENT AVEZ-VOUS PU ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITÉS DANS CETTE ACTIVITÉ DE CONSEIL ? EN QUOI LE PROGRAMME ACTEE VOUS A-T-IL AIDÉE ?

Laura DUPUIS

Je vais présenter le territoire de la Métropole européenne de Lille, également appelé MEL. Il s'agit de la quatrième agglomération de France par sa taille, après Paris, Lyon et Marseille. Elle regroupe 95 communes et plus d'un million d'habitants sur un territoire à la fois rural et urbain, transfrontalier avec la Belgique. La MEL englobe 4 villes de taille conséquente — Lille, Roubaix, Tourcoing et Villeneuve-d'Ascq — qui regroupent plus de 40 % des habitants du territoire.

Nous sommes une autorité organisatrice de la distribution d'énergie (OADE) depuis 2015 et nous possédons la compétence de soutien aux actions de maîtrise de la demande en énergie.

La MEL a adopté un nouveau plan Climat en 2021, et la rénovation énergétique du patrimoine existant est au cœur des stratégies du territoire.



Je voudrais insister sur les enjeux de mobilisation et d'acculturation collectives. Nous disposons de plusieurs instances de partage d'expertise et de retour d'expérience, qui jouent un rôle essentiel. Les communes sont très satisfaites de ce dispositif, qui a été récemment enrichi d'une nouvelle instance de gouvernance appelée le Haut Conseil Métropolitain pour le Climat. Celui-ci est composé de différents collèges, dont un dédié aux communes. Plusieurs temps d'échange sur site sont ainsi proposés à l'échelle politique et technique, afin de partager les expertises disponibles sur le territoire.

Par ailleurs, notre territoire propose depuis 2017 une mission de Conseil en énergie partagée. Nous accompagnons les communes de moins de 15 000 habitants, soit près de 80 communes du territoire. 3 conseillers en économie partagée apportent leur expertise à 39 communes adhérentes. Les missions d'accompagnement proposées sont similaires à celles qui ont été évoquées par les autres intervenants : suivi énergétique, réalisation de travaux de rénovation ou production d'énergie renouvelable. Nous proposons également un soutien à la mobilisation des financements disponibles, ainsi qu'une aide à la mise en œuvre du dispositif Eco-énergie du décret tertiaire. Ce dernier soulève de nombreuses questions au sein des communes. Notre offre de conseil en énergie partagée a été récemment enrichie via le déploiement d'un outil partagé entre toutes les communes adhérentes et les services en charge du patrimoine métropolitain. Enfin, un cadastre solaire a été mis en place dans le cadre de l'accélération du développement des énergies renouvelables.

Ce service est financé à hauteur de 60 % par les communes adhérentes. Nous disposons d'un conseiller pour environ 10 communes et 50 000 habitants. Il s'agit donc d'un accompagnement personnalisé et détaillé.

La MEL reçoit de nombreuses demandes d'accompagnement et cherche à développer son offre de service. Une nouvelle campagne d'adhésion ouvrira prochainement pour les communes de moins de 15 000 habitants. Une réflexion est en cours sur la mise en place d'une offre de service adaptée aux communes de plus de 15 000 habitants — exception faite de Lille, Roubaix, Tourcoing et Villeneuve-d'Ascq, qui disposent d'ores et déjà de services en interne. Certaines communes rencontrent des difficultés de recrutement, d'autres expriment des besoins en matière d'équipement en outils ou d'élaboration de stratégie d'intervention et de déploiement des schémas directeurs immobiliers énergétiques. En effet, les objectifs de sobriété énergétique tendent vers un renforcement de la mutualisation, y compris de certains bâti-

ments. Enfin, de nombreuses communes formulent des demandes d'accompagnement concernant les énergies renouvelables ou encore l'achat de commandes groupées pour certaines prestations.

Stéphane SIGNORET

DANIELLE MAMETZ, JE VOUS INVITE À RÉAGIR AUX PROPOS DE NOS INTERVENANTS ET À NOUS RAPPELER LES ENGAGEMENTS D'ACTEE EN MATIÈRE DE CONSEIL, D'AUDIT ET DE COMPÉTENCE.

Danielle MAMETZ

Je constate que la rénovation énergétique des bâtiments publics suscite une très forte dynamique au sein des collectivités et des syndicats. La FNCCR se réjouit d'accompagner les lauréats du programme ACTEE qui bénéficient du financement de 2 à 3 économes de flux. Ces derniers travaillent aux côtés des conseillers en économie partagée, financés par l'ADEME. Je tiens en effet à rappeler que les programmes ACTEE sont pilotés par la FNCCR en partenariat avec l'ADEME et d'autres partenaires institutionnels, notamment la Banque des Territoires.

Nous rencontrons aujourd'hui d'importantes difficultés à recruter des économes de flux, dont le profil est très demandé. La FNCCR s'est montrée visionnaire en la matière, et le mérite en revient à Guillaume Perin. Il est en effet essentiel de définir une stratégie, afin d'aider les communes à opérer des choix en matière de conservation des bâtiments existants ou de construction de nouveaux bâtiments.

Stéphane SIGNORET

Nous allons désormais aborder la question des financements.

HUBERT BRIAND, DE QUELLE MANIÈRE LA BANQUE DES TERRITOIRES PEUT-ELLE ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITÉS? PAR AILLEURS, QUELS SONT LES OUTILS DE FINANCEMENT QUI SONT MIS À LA DISPOSITION DE CES DERNIÈRES?

Hubert BRIAND

Je tiens à préciser que nous parlons d'une surface totale de 280 m², ce qui constitue un enjeu considérable. Mais l'argent n'est pas l'obstacle principal.

Les projets de rénovation énergétique s'articulent autour de 6 étapes, au sein desquelles le financement se positionne en avant-dernière position.

Il est tout d'abord nécessaire de mener une campagne de sensibilisation, et cette tâche revient aux syndicats, aux économes de flux, aux EPCI ainsi qu'aux CEP. Ensuite, il s'agit de conduire des études via le soutien en ingénierie du programme ACTEE et celui de la Banque des Territoires. Celle-ci finance également de nombreuses études d'ingénierie, notamment le programme prioritaire ACV (Action Cœur de ville) qui concerne 35 000 villes, et qui a pour ambition de rénover près de 1 000 écoles sur les 7 000 existantes. Un nouveau dispositif, appelé ACV 2, concernera prochainement l'ensemble des bâtiments publics. Dans un troisième temps, il s'agit de programmer les travaux : cette tâche relève de l'ingénierie technique. Ensuite, les travaux sont réalisés. Le financement intervient lorsque les modes opératoires ont été définis. Le suivi des travaux par le biais d'outils adaptés aux collectivités constitue la dernière étape de ce parcours.

Le plan de financement permet de déterminer le reste à charge pour les collectivités et les moyens de financer ce dernier. Nos directions régionales ont à leur disposition un continuum d'offres permettant de proposer des offres de prêts adaptées à tous les projets, qu'il s'agisse de rénovation légère, de travaux d'efficacité énergétique ou encore de rénovation lourde.

Nous avons mis au point une avance remboursable appelée « intracting », inspirée d'un dispositif imaginé en Allemagne : les économies réalisées remboursent les travaux engagés. Les temps de retour sont courts, inférieurs à 13 ans.

Nous proposons également des prêts sur ressources BUI à taux fixe, d'une durée de 15, 20 ou 25 ans, ainsi que des prêts sur fond d'épargne, d'une durée allant de 20 à 40 ans.

Au-delà de l'intracting tacite communal, nous avons fait modifier la Loi Énergie Climat et imaginé un intracting mutualisé, dont bénéficie par exemple le Syndicat d'Énergie Vienne.

Il existe par ailleurs un intracting dit « sécurisé », à taux 0 et basé sur les CPE. Un calcul technique permet de récupérer l'équivalent de la rémunération d'une avance intracting classique sous forme de CEE. L'objectif est de promouvoir les CPE afin d'accélérer la rénovation énergétique dans le cadre du décret tertiaire. Comme vous le savez, les travaux d'intracting avec un temps de retour faible sont plutôt des travaux d'efficacité énergétique, et non pas des travaux de rénovation énergétique.

Sachez également que la Banque des Territoires reçoit beaucoup de demandes portant sur l'éclairage public. Les fonds alloués à ces actions sont consommés à grande vitesse.

Stéphane SIGNORET

Il semble que l'ensemble des acteurs souhaite agir rapidement sur l'éclairage public.

Hubert BRIAND

Il sera difficile de réaliser des économies d'énergie si les éclairages publics sont éteints dans leur totalité ! Une réflexion doit être menée afin de trouver le bon équilibre entre sobriété et efficacité.

Stéphane SIGNORET

J'INVITE DANIELLE MAMETZ À INTERVENIR.

Danielle MAMETZ

Le programme ACTEE 1, lancé en 2019 et fortement impacté par le Covid, a pris fin au 31 décembre 2021. Il a permis d'accompagner 10 000 communes. Pour information, 1 euro injecté dans les programmes ACTEE équivaut à 16 euros de travaux sur le territoire local. Ainsi, avec un programme de 12,5 M€, ce sont près de 200 M€ de travaux qui ont été engagés.

Vous avez donc raison d'affirmer que si les territoires sont bien accompagnés dans le montage de leurs dossiers, dans l'élaboration de leurs stratégies et dans la réalisation des travaux, ils trouveront les outils financiers adaptés. Cet accompagnement leur offre également le recul nécessaire pour prioriser leurs actions et anticiper le retour sur investissement.

Au-delà de la rénovation énergétique, nous avons une obligation d'efficacité énergétique dans le cadre du décret tertiaire, notamment dans les territoires urbains.

Le programme ACTEE permet de travailler en réseau et de mutualiser les compétences, tout en offrant des leviers aux communes pour chercher des financements.

Le programme ACTEE 2 a pour objectif d'aider les collectivités à rebondir et à faire face à la crise énergétique actuelle. Un dispositif est notamment dédié à l'accompagnement des collectivités souhaitant améliorer l'efficacité énergétique des piscines.

Stéphane SIGNORET

Merci pour ces éléments d'information.

MAÎTRE ORTEGA, MERCI DE VOTRE PATIENCE. NOUS ALLONS NOUS INTÉRESSER AU CONTRAT DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE (CPE), QUI A FAIT L'OBJET D'UN IMPORTANT TRAVAIL JURIDIQUE DE VOTRE PART EN VUE DE SA SIMPLIFICATION. IL S'AGIT EN EFFET DE MAINTENIR L'INTÉRÊT DES COLLECTIVITÉS POUR LE CPE, MAIS AUSSI CELUI DES ENTREPRISES, QUI SONT DES ACTEURS MAJEURS DE LA RÉNOVATION.

Olivier ORTEGA

Bonjour à tous. Le CPE existe depuis 10 ans, il ne s'agit donc pas vraiment d'une nouveauté. L'Observatoire national des CPE dénombre environ 400 contrats, mais ce chiffre est très nettement sous-estimé, l'Observatoire ne pouvant s'appuyer que sur les avis d'attribution parus au BOAMP. Or, de nombreux CPE ne sont pas enregistrés, la rigueur des acheteurs publics en matière de publication systématique des avis d'attribution étant très variable. Nous disposons néanmoins d'un volume important de retours d'expérience.

Le CPE est un contrat qui répond parfaitement aux enjeux de la sobriété énergétique, devenue aujourd'hui un thème de société central. La prise de conscience a été tardive, mais il faut se réjouir de ce changement. Le CPE permet de réaliser des économies d'énergie au travers d'un investissement dans des travaux, dans des fournitures, ou dans des services. Il n'existe pas de bouquet d'actions « type », car il n'y a pas de bâtiment type. Le CPE s'adapte de manière très souple à l'ensemble des bâtiments.

La vertu de cet outil juridique est de transformer un non-flux de fonctionnement en un flux d'investissement. Ainsi, le CPE se finance pour partie ou intégralement à travers les économies générées.

Il serait faux de dire que tous les CPE ont vocation à s'autofinancer. C'est le cas de certains contrats, tandis que d'autres optimisent nettement le coût net du financement. Il s'agit d'une mécanique très intéressante. Je considère qu'il est déraisonnable d'entreprendre des travaux de rénovation énergétique sans mobiliser le CPE. Ce contrat inclut une obligation de résultat, ce qui signifie que la baisse des consommations peut être totalement effective, ou partiellement effective et complétée par une indemnisation. Dans ce dernier cas, l'opérateur retenu indemnise le maître d'ouvrage pour la non-atteinte des objectifs de réduction des consommations d'énergie. Le maître d'ouvrage

bénéficie donc d'une économie, quoiqu'il advienne. Il est important de souligner que la garantie de performance énergétique est au cœur du CPE.

Des juristes s'intéressent à ce sujet, car il est nécessaire de rédiger une clause de garantie solide, sans porter atteinte aux intérêts de l'opérateur.

Stéphane SIGNORET

CET ASPECT JURIDIQUE PEUT PARAÎTRE EFFRAYANT. COMMENT LES COLLECTIVITÉS PEUVENT-ELLES ÊTRE ACCOMPAGNÉES ET RASSURÉES ?

Olivier ORTEGA

À travers le programme ACTEE, la FNCCR avait pour ambition de mettre à disposition des acteurs publics des outils contractuels pour simplifier la passation des CPE. Je souhaiterais formuler une remarque liminaire, qui s'adresse aux décideurs publics et aux opérationnels : la complexité d'un contrat est toujours proportionnée à la complexité du projet. Par exemple, un CPE pour un groupe scolaire constitué de deux classes sera simple à établir. En revanche, si vous mettez en place un CPE pour 14 lycées aux comportements énergétiques hétérogènes, auquel vous ajoutez de la production d'ENR, une mise en comptabilité avec le dispositif Eco-énergie et du financement participatif, il sera bien plus complexe de rédiger le contrat. Il est impossible d'établir un contrat simple pour un projet compliqué.

Néanmoins, il est possible de rendre le CPE aussi accessible que possible, y compris pour des collectivités qui n'ont pas nécessairement un responsable énergie en leur sein.

Notre cabinet a été retenu par le ministère de l'Écologie pour accompagner la FNCCR dans la réécriture du clausier, dont la première version datait de 2012. Pour information, un clausier rassemble l'ensemble des documents permettant la création du contrat.

La nouvelle version intègre les modifications survenues depuis 2012, dont le changement du cadre juridique de la commande publique. Nous avons surtout inclus dans ce clausier les pratiques de marché, autrement dit les modalités pratiques pour négocier des clauses.

Ce clausier, issu d'un groupe de travail constitué de représentants d'acheteurs publics et d'entreprises privées, a pour finalité de trouver un équilibre contractuel pour la sécurité juridique des différentes parties prenantes. L'objectif est donc d'établir un contrat raisonnable pour tous les acteurs impliqués.

Il est constitué de 12 documents, dont : un guide d'utilisation avec des questions-réponses ; un mode d'emploi ; deux avis d'appel public à la concurrence — un premier en dialogue compétitif et un second en procédure négociée — pour lancer le processus ; deux règlements de consultation — un premier en dialogue compétitif et un second en procédure négociée — pour conduire la procédure de passation ; un cahier des clauses administratives générales.

Lors de la passation d'un marché public, il est habituel de renvoyer à un seul CCAG (travaux, maîtrise d'œuvre, fournitures courantes et services, prestations intellectuelles). Or, cette démarche n'est pas possible avec le CPE, qui peut croiser plusieurs CCAG à la fois. Il devient donc nécessaire d'intégrer dans le CPE la totalité des clauses de CCAG, mais il n'est pas possible de renvoyer à celles-ci. Cette démarche est extrêmement complexe. Nous avons donc essayé d'intégrer dans un CCAG type, de près de 90 pages, toutes les clauses spécifiques au CPE ainsi que toutes les clauses banales des CCAG. Il sera désormais possible dans les CCAP de renvoyer à ce CCAG type.

Le contrat sera donc constitué d'un acte d'engagement et d'un CCAP de 15 ou 20 pages maximum. Les éléments complexes seront logés dans le CCAG type, qui a fait l'objet de près de 18 mois de négociations. Ce document doit permettre de simplifier la passation des CPE.

Stéphane SIGNORET

Merci pour ces explications.

JE ME TOURNE VERS LAURA DUPUIS, CATHERINE GOURNEY-LECONTE ET JACQUES DESCHAMPS. QUELS DISPOSITIFS AVEZ-VOUS MIS EN ŒUVRE POUR AIDER FINANCIÈREMENT LES COLLECTIVITÉS ?

Laura DUPUIS

Depuis plusieurs années, la MEL accompagne les projets communaux par le biais des fonds de concours. Il s'agit d'un dispositif permettant aux EPI à fiscalité propre d'aider une commune à financer la rénovation d'un équipement. Les fonds de concours étaient jusqu'à présent thématiques, sans réel critère de performance énergétique. Depuis 2019, la MEL anime 2 dispositifs visant à la massification des investissements en matière de transition énergétique.

Un nouveau fonds de concours a été mis en place en mars 2021. Doté d'une enveloppe de 5 M€ par an, il est dédié aux investissements liés à la transition énergétique et bas carbone du patrimoine communal.

Ce fonds permet d'accompagner les communes de la MEL sur les études préalables, sur la rénovation énergétique de l'éclairage public et du bâti, ainsi que sur la production d'énergie renouvelable. Une première évaluation du fonctionnement de ce fonds a été réalisée, afin de le faire évoluer rapidement. Nous nous apprêtons à élargir le champ des dépenses éligibles, jusqu'alors plafonnées à hauteur de 40 %. En effet, la réalisation de projets très performants nécessite une prise en charge financière plus importante.

Depuis 2019, nous disposons également d'outils de mutualisation et de valorisation des certificats d'économie d'énergie. La MEL assure le rôle de tiers regroupeur de CEE pour son propre compte, mais aussi pour les 60 communes du territoire adhérent à ce dispositif. Grâce à notre ingénierie interne, nous valorisons les CEE en direct pour le compte du regroupement, nous les revendons à des partenaires préalablement identifiés dans le cadre d'un contrat et nous redistribuons la recette aux communes.

Stéphane SIGNORET

Merci pour ces précisions. J'en profite pour vous signaler la mise en place d'un outil appelé PERF-ACTEE, et je vous invite à vous adresser à Guillaume Perrin si vous souhaitez davantage de précisions.

JE LAISSE LA PAROLE À JACQUES DESCHAMPS.

Jacques DESCHAMPS

Le syndicat conserve les produits de commercialisation des CEE, mais apporte une subvention globale à hauteur de 25 % des travaux réalisés par les communes. Ces dernières ne sont jamais perdantes. Elles ont par ailleurs la responsabilité d'aller chercher les aides de l'État (DSIL, DETR etc.). Le syndicat leur apporte un complément sous forme d'une avance remboursable sans intérêt, avec un différé d'amortissement de 2 ans. Cela permet aux collectivités de bénéficier des conséquences des travaux réalisés et de pouvoir rembourser les charges de l'avance avec un impact faible, voire nul.

Nous finançons cette avance remboursable en faisant appel aux établissements bancaires, tels que le Crédit Agricole, la Banque Postale et le Crédit Mutuel. Les offres sont celles dont les durées sont adaptées au programme de travaux, soit entre 20 et 25 ans. Nous avons opté pour ce dispositif parce qu'il est difficile pour une petite commune rurale de solliciter un établissement bancaire.

Notre engagement financier n'est pas neutre, puisqu'il s'établit à près de 100 M€, pour une période de 10 ans.

Les premières conventions ont été signées en juin 2022, et les travaux sont en cours de réalisation. Nous espérons contractualiser douze conventions supplémentaires d'ici la fin de l'année, et 50 en 2023. J'attire votre attention sur les délais parfois très importants qui précèdent la réalisation effective des travaux.

Stéphane SIGNORET

L'inventivité semble être le maître mot de votre syndicat.

Jacques DESCHAMPS

Je précise que nous avons reçu une autorisation de l'État. Cette charge financière s'inscrit de façon précise dans la comptabilité publique.

Stéphane SIGNORET

CATHERINE GOURNEY-LECONTE, POUVEZ-VOUS NOUS APPORTER DES PRÉCISIONS SUR LE FINANCEMENT DES PROJETS DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ?

Catherine GOURNEY-LECONTE

Outre l'accompagnement financier que nous pouvons proposer habituellement, nous mettons en œuvre cette année un nouveau dispositif appelé « Progrès », qui vise la rénovation des établissements scolaires. En effet, dans le Calvados, l'État participe à hauteur de 30 à 40 % du montant des travaux. Nous avons constaté que le montant du reste à charge est trop important pour les collectivités, ce qui constitue un obstacle à la réalisation effective des travaux.

Le SDEC Énergie propose un dispositif de 1 M€ pour subventionner les collectivités qui voudront rénover les établissements scolaires. Nous proposons depuis plusieurs années des campagnes de sensibilisation aux élèves, grâce à la Maison de l'énergie. Œuvrer sur les bâtiments où étudient quotidiennement nos écoliers nous tient particulièrement à cœur. Les collectivités adhérentes qui souhaitent engager ce type de travaux devront nous remettre un dossier au mois de novembre, et la liste des lauréats sera connue pour la fin de l'année 2022.

Notre syndicat souhaite véritablement aller au-delà d'un simple accompagnement en ingénierie. Nous proposons un accompagnement financier afin de déclencher la mise en œuvre de travaux de rénovation énergétique sur l'ensemble des bâtiments scolaires du département.

Stéphane SIGNORET

Merci pour votre témoignage.

DANIELLE MAMETZ, QUELLES SONT LES PERSPECTIVES POUR LES ANNÉES À VENIR ?

Danielle MAMETZ

Pour information, le montant des factures de gaz des collectivités sera multiplié par 5 cette année. Le retour sur investissement sera donc malheureusement beaucoup plus rapide que prévu.

Nous menons une action de sensibilisation et d'accompagnement au sein des établissements scolaires, appelée « CUBE. École ». Ce dispositif vise à créer une synergie entre les différents usagers du bâtiment (direction, corps enseignant, élèves et personnels d'entretien) afin de développer des comportements économes. J'invite vos établissements à répondre à l'appel à candidatures que nous avons lancé.

Par ailleurs, l'état réfléchit à étendre le dispositif « Maprimerenov' », jusqu'à présent réservée aux logements privés, aux bâtiments publics. Nous allons suivre cette évolution de très près.

Dans le cadre du programme ACTEE 2, d'un montant total de 110 M€, nous allons légèrement réduire l'accompagnement financier, mais pas l'accompagnement technique ni la mise à disposition de ressources. Des MOOC (modules de formation en ligne gratuits et accessibles à tous) sont disponibles afin d'accompagner les collectivités dans les enjeux de la rénovation énergétique des bâtiments publics. Nous disposons également d'un centre de ressources et de formation. L'objectif est de développer les formations certifiées, notamment pour les économes de flux. Nous pourrions ainsi répondre à nos besoins en main-d'œuvre.

L'enveloppe financière du programme ACTEE + s'établit à 220 M€, ce qui nous permettra de déployer davantage d'outils d'aide à la décision, de mise en réseau et d'ingénierie. Près de 30 000 communes sont candidates aux programmes ACTEE. Nous faisons notre possible pour répondre à cette demande et réussir collectivement cette transition énergétique.

Stéphane SIGNORET

MERCI POUR CES ÉLÉMENTS. JE VAIS LAISSER LA PAROLE À NOS AUDITEURS.

Vincent BOULANGER

Je suis rédacteur en chef des publications de l'Observatoire des énergies renouvelables. Ma première question porte sur les travaux. Qui réalise les travaux de rénovation globale ?

Ma deuxième question concerne les entreprises et les regroupements d'artisans. Quelle est leur implication ?

Enfin, ma troisième question porte sur la capacité de production et de rénovation des entreprises. Disposez-vous d'une main-d'œuvre suffisante pour mener à bien les travaux de rénovation globale à l'horizon 2050 ?

Jacques DESCHAMPS

Les travaux sont effectués par les professionnels des Fédérations françaises du bâtiment, avec qui nous avons noué un partenariat. Il est vrai que les délais de réalisation sont courts, mais nous ne rencontrons pas encore de difficultés particulières. Nous menons actuellement un travail pour améliorer nos échanges avec les architectes, qui jouent un rôle essentiel dans nos projets.

Concernant la performance et la qualité des entreprises qui interviennent, nous nous appuyons sur les CEE et les fiches techniques. Les spécificités de ces derniers doivent être respectées tout au long de la chaîne d'élaboration et de réalisation des travaux. Il s'agit pour nous d'une garantie de bonne exécution des travaux.

Par ailleurs, les comportements des usagers doivent être en adéquation avec les objectifs d'économie d'énergie.

Stéphane SIGNORET

L'UN DE NOS INTERVENANTS SOUHAITE-T-IL APPORTER UN COMPLÉMENT D'INFORMATION AU SUJET DE LA RÉALISATION DES TRAVAUX PAR LES PROFESSIONNELS DU BÂTIMENT ? NOUS OBSERVONS EN EFFET UNE HAUSSE DU MONTANT DES DEVIS LIÉE À L'AUGMENTATION DU PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES.

Catherine GOURNEY-LECONTE

Je confirme que cette problématique préoccupe l'ensemble des communes. Les montants estimatifs des devis sont totalement dépassés, variant parfois du simple au double. Se pose alors la question de réaliser des coupes dans le programme prévu, ou de suspendre ce dernier.

Christophe GUILLEMIN

Je suis journaliste au journal Smart City Mag. Ma question porte sur le rythme des rénovations des bâtiments publics. Emmanuel Macron a parlé d'une baisse d'énergie de 10 % pour les communes, lors de son discours du 14 juillet 2022. Ce chiffre est-il compatible avec les rythmes de la rénovation énergétique qui sont, comme chacun le sait, très lents ?

Stéphane SIGNORET

LES PROPOSITIONS ACTUELLES S'ORIENTENT PLUTÔT VERS LA SOBRIÉTÉ QUE VERS DES ACTIONS DE LONG TERME. QUI SOUHAITE RÉPONDRE À CETTE QUESTION ?

Jacques DESCHAMPS

En effet, il ne faut pas confondre ces deux objectifs : la sobriété et la rénovation énergétique ne s'inscrivent pas dans la même échelle de temps. Il est nécessaire de poursuivre le programme de rénovation pour atteindre les objectifs de 2050, tout en aidant les communes à abaisser leur consommation d'énergie à hauteur de -10 %.

Les bâtiments publics constituent une source d'économie importante. Les communes devront prendre des décisions en fonctions des usages et des comportements des habitants.

Notre syndicat a approuvé à l'unanimité la coupure automatique de l'éclairage public de 22 heures à 6 heures 30, sur l'ensemble des communes. Nous sommes convaincus que cette décision, qui s'appliquera dès la semaine prochaine, contribuera à une diminution de la consommation d'énergie des communes à hauteur de 7 % environ.

Danielle MAMETZ

Rattrapés par l'actualité et la hausse des coûts, l'ensemble des comités syndicaux et les conseils municipaux se sont réunis pour discuter des choix à opérer pour enclencher une dynamique de sobriété durable.

La réglementation et la faisabilité de certaines actions doivent être prises en compte. Ainsi, concernant les éclairages publics, le choix de la gradation pour les communes équipées en LED permet de réaliser 50 % d'économie d'énergie, soit autant qu'une coupure partielle.

Ce passage à la sobriété passe également par un changement de comportement. À ce titre, la FNCCR publiera prochainement un guide sur les écogestes, sur la mutualisation des bâtiments et sur la meilleure façon d'habiter la cité.

Catherine GOURNEY-LECONTE

Il est essentiel d'associer les usagers des bâtiments à ces projets. Nous organisons actuellement des rencontres dans les 150 lycées de la région Normandie. Les équipes enseignantes, les élèves et les personnels de région échangent sur les actions individuelles pouvant contribuer à une diminution de la consommation d'énergie.

Stéphane SIGNORET

À ce sujet, je vous informe que l'association Négawatt vient de publier sur son site internet 50 mesures pour passer l'hiver.

MAÎTRE ORTEGA, LE MONDE DU BÂTIMENT SE MOBILISE-T-IL D'AVANTAGE SUR LA QUESTION DE L'IMMOBILIER DURABLE ?

Olivier ORTEGA

Certainement. L'immobilier a longtemps été en retard sur ces questions, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Le maître-mot est la mutualisation, et plus précisément le partage des espaces, des services et des infrastructures. Les projets de smart city incluent par exemple le partage d'une même chaufferie pour plusieurs bâtiments, connectés entre eux par un réseau smart grid.

De plus, l'immobilier expérimente des dispositifs qui permettent d'envisager la ville de demain et qui englobent différents services tels que le maintien à domicile des personnes âgées.

Danielle MAMETZ

En tant que vice-présidente d'un syndicat d'énergie, mais aussi d'un grand syndicat d'eau et d'assainissement, je tiens à ajouter que les équipes de ce secteur sont très soucieuses de l'efficacité énergétique des installations. À titre d'exemple, les réglages d'un aérateur sur une station d'épuration peuvent faire varier la consommation d'énergie du simple au double. De nombreux écogestes sont donc d'ores et déjà intégrés aux métiers techniques.

Nous avons néanmoins constaté que ce n'était pas suffisant. Le syndicat d'énergie et le syndicat d'eau ont donc noué des partenariats pour augmenter encore notre efficacité énergétique. Pour rappel, nous sommes passés de 8 à 18 M€ de factures de commandes groupées.

Stéphane SIGNORET

Je propose de prendre deux dernières questions avant de clôturer cette table ronde.

Anne VALACHS

Je suis directrice générale du SERCE et je souhaite évoquer un travail très important mené par la FNCCR et les acteurs de la filière du pilotage et de la gestion des bâtiments publics dans le cadre de PERF-ACTEE. Cette plateforme pédagogique dédiée aux collectivités sera présentée ce jour à 15 heures 45 sur le stand d'ACTEE. Vous pourrez y découvrir différents systèmes de pilotage.

Stéphane SIGNORET

Merci. Nous allons écouter la dernière question.

Patrick CASEILLES

Je suis directeur du Syndicat de la Haute-Garonne, qui accompagne les communes rurales à travers le programme ACTEE 2 depuis 2021. Nous avons rencontré des difficultés dans la mise en œuvre de nos actions, notamment pour recruter un économe de flux.

Ma question porte sur la suite du programme ACTEE. Dans la mesure où le programme ACTEE 2 prendra fin en mars 2023, je souhaiterais savoir si une prolongation est d'ores et déjà actée, afin de pouvoir disposer de la totalité de l'enveloppe allouée.

Un programme ACTEE 3 est-il par ailleurs prévu afin de pouvoir pérenniser nos investissements, notamment ceux mobilisés pour l'acquisition du logiciel de suivi des consommations ?

Danielle MAMETZ

Nous allons bien évidemment vous accompagner. Je vais laisser la parole à Guillaume PERRIN afin qu'il réponde précisément à votre question.

Guillaume PERRIN

Des discussions sont en cours au sein du Copil afin de déterminer les éléments de prolongation des conventions existantes. Nous vous apporterons des informations à ce sujet d'ici une quinzaine de jours.

Concernant le programme ACTEE +, qui remplace ACTEE 3, nous souhaitons conserver la dynamique actuelle, à savoir un appel à projets de type Séquoia, trois sessions, un même cahier des charges, la suppression de la sectorisation et un dispositif pour les communes rurales.

La formation et le recrutement des économes de flux sont prioritaires en raison de la tension actuelle sur le marché du travail. Nous devons agir en collaboration avec des associations de collectivités, à la fois sur la formation initiale des ingénieurs et sur la formation continue, via un partenariat avec le CNFPT.

Stéphane SIGNORET

Je crois que Jacques DESCHAMPS souhaite formuler une dernière remarque.

Jacques DESCHAMPS

Je voudrais ajouter qu'il est insuffisant de raisonner bâtiment par bâtiment. Notre syndicat cherche donc des solutions de valorisation collective pour satisfaire les besoins énergétiques des bâtiments en énergies renouvelables thermiques. Les boucles d'autoconsommation collective, qui nécessitent un dispositif de gestion spécifique, constituent une autre option. À ce titre, notre syndicat est désormais PMO.

Stéphane SIGNORET

Merci à tous et bonne fin de congrès.

Danielle MAMETZ

Merci à l'équipe de collaborateurs qui participe aux programmes ACTEE.





SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

38^e Congrès FNCCR

DU 27 AU 29 SEPTEMBRE 2022
RENNES - BRETAGNE